

CONDITIONS GENERALES DE VENTE PRO SEND

Article 1 – OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Les présentes conditions ont pour objet de définir les modalités d'exécution par un «Opérateur de transport et/ou de logistique», à quelque titre que ce soit (commissionnaire de transport, entrepositaire, mandataire, manutentionnaire, prestataire commissionnaire en douane ou non, transitaire, transporteur, etc...), des activités et des prestations afférentes au déplacement physique d'envois et/ou à la gestion des flux de marchandises, emballées ou non, de toutes natures, de toutes provenances, pour toutes destinations, moyennant un prix librement convenu assurant une juste rémunération des services rendus, tant en régime intérieur qu'en régime international. Tout engagement ou opération quelconque avec «L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE» vaut connaissance et acceptation, sans aucune réserve, par le donneur d'ordre des conditions ci-après définies. Quelle que soit la technique de transport utilisée, les présentes conditions régissent les relations entre le donneur d'ordre et «L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE». «L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE» réalise les prestations demandées dans les conditions prévues notamment à l'article 7 ci-dessous. Aucune condition particulière ni autres conditions générales émanant du donneur d'ordre ou substitué ne peuvent, sauf acceptation formelle de «L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE», prévaloir sur les présentes conditions.

Article 2 – DEFINITIONS

Au sens des présentes Conditions Générales, les termes ci-après sont définis comme suit :

2.1. DONNEUR D'ORDRE

Par donneur d'ordre, on entend la partie qui contracte la prestation avec «L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE» voire avec le commissionnaire en douane.

2.2. OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE

Par «OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE» ci-après dénommée OTL, on entend la partie (commissionnaire de transport, mandataire, prestataire logistique, transitaire, transporteur principal, etc...) qui conclut un contrat de transport avec un transporteur à qui elle confie l'exécution de la totalité ou d'une partie de l'opération de transport et/ou qui conclut un contrat de prestations logistiques avec un substitué, quand elle n'exécute pas elle-même lesdites prestations.

2.2.1. COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT

Par «Commissionnaire de transport», aussi appelé Organisateur de transport, on entend tout prestataire de service qui organise et fait exécuter, sous sa responsabilité et en son nom propre, conformément aux dispositions de l'article L132-1 du Code de commerce, un transport de marchandises selon les modes et les moyens de son choix pour le compte d'un commettant.

2.2.2. OPÉRATEUR DE LOGISTIQUE

Par «Opérateur de logistique», on entend tout prestataire de service qui organise, exécute ou fait exécuter, sous sa responsabilité et en son nom propre, conformément aux dispositions de l'article L132-1 du Code du commerce toute opération destinée à gérer des flux physiques de marchandises, ainsi que des flux documentaires et/ou d'informations s'y rapportant.

2.2.3. TRANSPORTEUR PRINCIPAL

Par «Transporteur principal», on entend le transporteur qui est engagé par le contrat de transport initial passé avec un donneur d'ordre ou avec un commissionnaire de transport et qui confie tout ou partie de son exécution, sous sa responsabilité, à un autre transporteur.

2.3. COMMISSIONNAIRE AGREE EN DOUANE

Par «Commissionnaire agréé en douane», on entend le prestataire agréé qui accomplit directement au nom et pour le compte d'un donneur d'ordre (représentation directe), ou indirectement en son nom et pour le compte d'un donneur d'ordre (représentation indirecte), des formalités douanières et qui intervient, s'il y a lieu, pour aplanir les difficultés qui pourraient se présenter. La représentation directe répond aux règles du mandat et la représentation indirecte à celles de la commission.

2.4 COLIS

Par colis, on entend un objet ou un ensemble matériel composé de plusieurs objets, quels qu'en soient le poids, les dimensions et le volume, constituant une charge unitaire lors de la remise au transporteur (bac, cage, caisse, carton, conteneur, fardeau, palette cerclée ou filmée par le donneur d'ordre, roll, etc...), conditionnée par l'expéditeur avant la prise en charge, même si le contenu en est détaillé dans le document de transport.

2.5 ENVOI

Par envoi, on entend la quantité de marchandises, emballage et support de charge compris, mise effectivement au même moment à la disposition de l'opérateur de transport et/ou de logistique et dont le déplacement est demandé par un même donneur d'ordre pour un même destinataire d'un lieu de chargement unique à un lieu de déchargement unique et repris sur un même titre.

Article 3 – PRIX DE PRESTATIONS

Les prix sont calculés sur la base des informations fournies par le donneur d'ordre, en tenant compte notamment des prestations à effectuer, de la nature, du poids et du volume de la marchandise à transporter et des itinéraires à emprunter. Les cotations sont établies en fonction du taux des devises au moment où lesdites cotations sont données. Elles sont également fonction des conditions et tarifs des substitués ainsi que des lois, règlements, et conventions internationales en vigueur. Si un ou plusieurs de ces éléments de base se trouvent modifiés après remise de la cotation, y compris par les substitués de l'OTL, de façon opposable à ce dernier, et sur la preuve rapportée par celui-ci, les prix donnés primitivement seraient modifiés dans les mêmes conditions. Il en serait de même en cas d'événement imprévu, quel qu'il soit, entraînant notamment une modification de l'un des éléments de la prestation. Les prix ne comprennent pas les droits, taxes, redevances et impôts dus en application de toute réglementation notamment fiscale ou douanière (tels que accises, droits d'entrée, etc...).

Article 4 – ASSURANCE DES MARCHANDISES

Aucune assurance n'est souscrite par l'OTL sans ordre écrit et répété du donneur d'ordre pour chaque expédition, précisant les risques à couvrir et les valeurs à garantir. Si un tel ordre est donné avant le début du transport, l'OTL agissant pour le compte du donneur d'ordre, contracte une assurance auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable au moment de la couverture. A défaut de spécification précise, seuls les risques ordinaires (hors risque de guerre et de grève) seront assurés. Intervenant, dans ce cas précis, comme mandataire, l'OTL ne peut être considéré en aucun cas comme assureur. Les conditions de la police sont réputées connues et agréées par les expéditeurs et les destinataires qui en supportent le coût. Un certificat d'assurance sera émis, si besoin.

Article 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS

Les dates de départ et d'arrivée éventuellement communiquées par l'OTL sont données à titre purement indicatif. Le donneur d'ordre est tenu de donner en temps utile les instructions nécessaires et précises à l'OTL pour l'exécution des prestations de transport et des prestations accessoires et/ou des prestations logistiques. L'OTL n'a pas à vérifier les documents (facture commerciale, note de colisage, etc...) fournis par le donneur d'ordre. Toutes instructions spécifiques à la livraison (contre-remboursement, etc...) doivent faire l'objet d'un ordre écrit et répété pour chaque envoi, et de l'acceptation expresse de l'OTL. En tout état de cause, un tel mandat ne constitue que l'accessoire de la prestation principale du transport et/ou de la prestation logistique.

«L'échange de palettes ne s'effectue que contre acceptation expresse de l'opérateur de transport, dûment actée ; s'il accepte l'échange, celui-ci n'est tenu que d'une obligation de moyens ; toute compensation opérée au mépris de cette convention est nulle».

Article 6 – OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Emballage : La marchandise doit être conditionnée, emballée, marquée ou contremarquée, de façon à supporter un transport et/ou une opération de stockage exécuté dans des conditions normales, ainsi que les manutentions successives qui interviennent nécessairement pendant le déroulement de ces opérations. Elle ne doit pas constituer une cause de danger pour les personnels de conduite ou de manutention, l'environnement, la sécurité des engins de transport, les autres marchandises transportées ou stockées, les véhicules et les tiers. Dans l'hypothèse où le donneur d'ordre confierait à l'OTL des marchandises contrevenant aux dispositions précitées, celles-ci voyageraient aux risques et périls du donneur d'ordre et sous décharge de toute responsabilité de l'OTL. Etiquetage : Sur chaque colis, objet ou support de charge, un étiquetage clair doit être effectué pour permettre une identification immédiate et sans équivoque de l'expéditeur, du destinataire, du lieu de livraison et de la nature de la marchandise. Les mentions des étiquettes doivent correspondre à celles qui figurent sur le document de transport.

Obligations déclaratives : Le donneur d'ordre répond de toutes les conséquences d'une absence, d'une insuffisance ou d'une défectuosité du conditionnement, de l'emballage, du marquage ou de l'étiquetage, ainsi que d'un manquement à l'obligation d'information et de déclaration sur la nature et les particularités des marchandises, par exemple en ce qui concerne les marchandises dangereuses. Le donneur d'ordre supporte seul les conséquences, quelles qu'elles soient, résultant de déclarations ou documents erronés, incomplets, inapplicables, ou fournis tardivement.

Réserves : En cas de perte, d'avarie ou de tout dommage subi par la marchandise, ou en cas de retard, il appartient au destinataire ou au réceptionnaire de procéder aux constatations régulières et suffisantes, de prendre des réserves motivées et en général d'effectuer tous les actes utiles à la conservation des recours et à confirmer lesdites réserves dans les formes et les délais légaux, faute de quoi aucune action en garantie ne pourra être exercée contre l'OTL ou ses substitués.

Refus ou défaillance du destinataire : En cas de refus des marchandises par le destinataire, comme en cas de défaillance de ce dernier pour quelque cause que ce soit, tous les frais initiaux et supplémentaires dus et engagés par le compte de la marchandise resteront à la charge du donneur d'ordre.

Formalités douanières : Si des opérations douanières doivent être accomplies, le donneur d'ordre garantit le commissionnaire en douane de toutes les conséquences financières découlant d'instructions erronées, de documents inapplicables, etc... entraînant d'une façon générale liquidation de droit et/ou de taxes supplémentaires, amendes, etc... de l'administration concernée.

Article 7 – RESPONSABILITES

7.1. RESPONSABILITE DU FAIT DES SUBSTITUES

La responsabilité de l'OTL est limitée à celle encourue par les substitués dans le cadre de l'opération qui lui est confiée. Quand les limites d'indemnisation des intermédiaires ou des substitués ne sont pas connues ou ne résultent pas de dispositions impératives ou légales, elles sont réputées identiques à celles de l'OTL.

7.2. RESPONSABILITE PERSONNELLE DE L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT ET/OU DE LOGISTIQUE (l'OTL) : Les limitations d'indemnités indiquées ci-dessous constituent la contrepartie de la responsabilité assumée par l'OTL

7.2.1. PERTES ET AVARIES

Dans le cas où la responsabilité personnelle de l'OTL serait engagée, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, elle est strictement limitée :

a) Pour tous les dommages à la marchandise imputables à l'opération de transport par suite de pertes et avaries et pour toutes les conséquences pouvant en résulter, aux plafonds d'indemnité fixés dans les dispositions légales ou réglementaires en vigueur applicables au transport considéré.

1. Pour les envois de 3 tonnes et plus – transport national : indemnité limitée à 20 euros par kg de poids brut de marchandises manquantes ou avariées, sans pouvoir dépasser 3.200 euros par tonne

2. Pour les envois de moins de 3 tonnes – transport national : indemnité limitée à 33 euros par kg de poids brut de marchandises manquantes ou avariées pour chacun des objets compris dans l'envoi sans pouvoir dépasser 1.000 euros par colis perdu, incomplet ou avarié quels qu'en soient le poids, le volume, les dimensions, la nature ou la valeur.

Par colis, il faut entendre un objet ou un ensemble matériel composé de plusieurs objets, quels qu'en soient le poids, les dimensions et le volume constituant une charge unitaire lors de la remise au transporteur (ex : carton, caisse, conteneur, fardeau, roll, palette cerclée ou filmée par le donneur d'ordre, etc...) même si le contenu en est détaillé dans le document de transport.

3. Transports internationaux (CMR) : l'indemnité ne peut dépasser 8,33 DTS par kg de poids brut manquant ou avarié,

b) Dans tous les cas où les dommages à la marchandise ou toutes les conséquences pouvant en résulter ne sont pas dus à l'opération de transport, à 20 euros par kg de poids brut de marchandises manquantes ou avariées sans pouvoir excéder, quels que soient le poids, le volume, les dimensions, la nature ou la valeur de la marchandise concernée, une somme supérieure au produit du poids brut de la marchandise exprimé en tonnes multiplié par 5.000 euros avec un maximum de 60.000 euros par événement.

7.2.2. AUTRES DOMMAGES

Pour tous les dommages et notamment ceux entraînés par le retard de livraison dûment constaté dans les conditions définies ci-dessus, la réparation due par l'OTL dans le cadre de sa responsabilité personnelle est strictement limitée au prix du transport de la marchandise (droits, taxes et frais divers exclus), objet du contrat. En aucun cas, cette indemnité ne pourra excéder celle qui est due en cas de perte ou d'avarie de la marchandise. Pour tous les dommages résultant d'un manquement dans l'exécution de la prestation logistique, objet du contrat, la responsabilité personnelle de l'OTL est strictement limitée au prix de la prestation à l'origine du dommage sans pouvoir excéder un maximum de 50.000 euros par événement.

7.3. COTATIONS :

Toutes les cotations données, toutes les offres de prix ponctuelles fournies, ainsi que les tarifs généraux sont établis et/ou publiés en tenant compte des limitations de responsabilité ci-dessus énoncées (7.1 et 7.2)

7.4. DECLARATION DE VALEUR OU ASSURANCE :

Le donneur d'ordre a toujours la faculté de souscrire une déclaration de valeur auprès de l'OTL, ayant pour effet de substituer le montant de cette déclaration aux plafonds d'indemnité indiqués ci-dessus (article 7.1 et 7.2.1). Cette déclaration de valeur entraînera un supplément de prix. Le donneur d'ordre peut également donner des instructions à l'OTL, conformément à l'article 4, de souscrire pour son compte une assurance, moyennant le paiement de la prime correspondante, en lui précisant les risques à couvrir et les valeurs à garantir. Les instructions (déclaration de valeur ou d'assurance) doivent être renouvelées pour chaque opération, par écrit et avant le début des opérations de transport.

7.5. INTERET SPECIAL A LA LIVRAISON :

Le donneur d'ordre a toujours la faculté de faire une déclaration d'intérêt spécial à la livraison auprès de l'OTL, qui a pour effet de substituer le montant de cette opération aux plafonds d'indemnité indiqués ci-dessus (article 7.1 et 7.2.2.).

Cette déclaration entraînera un supplément de prix. Les instructions doivent être renouvelées pour chaque opération, par écrit et avant le début des opérations de transport au moins 5 jours avant la réalisation du transport et à la condition d'une acceptation écrite et chiffrée de la part de l'OTL ; ce dernier se réserve la faculté de refuser un transport soumis à l'ISL.

Article 8 – TRANSPORTS SPECIAUX

Pour les transports spéciaux (transport d'objets indivisibles, transport de marchandises périssables sous température dirigée, transport de marchandises dangereuses, etc...) l'OTL met à la disposition de l'expéditeur un matériel adapté dans les conditions qui lui auront été préalablement définies par le donneur d'ordre, en gardant son statut de commissionnaire de transport.

Article 9 – CONDITIONS DE PAIEMENT

Les prestations de service sont payables selon les conditions fixées au point 1 «délai de règlement». L'imputation unilatérale du montant des dommages allégués sur le prix des prestations dues est interdite. Lorsqu'exceptionnellement des délais de paiement auront été consentis, tout paiement partiel sera imputé en premier lieu sur la partie non privilégiée des créances. Le non-paiement d'une seule échéance emportera sans formalité déchéance du terme, le solde devenant immédiatement exigible même en cas d'acceptation d'effets. Garantie de l'expéditeur pour le paiement des ports dus : l'acceptation du contrat de transport par le destinataire n'entraîne pas la libération de l'expéditeur, l'expédition en port dû n'a pas pour effet de substituer, comme débiteur du prix du transport, le destinataire à l'expéditeur qui en demeure redevable en cas de défaillance du destinataire. Paiement des factures :

1. Délai de règlement : à 30 jours date d'émission de facture, selon l'article 26 de la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports ayant introduit un nouvel alinéa à l'article L-441-6 du Code de Commerce, et ce sans escompte.

2. Conditions d'escompte : aucun escompte ne sera accordé sauf conventions particulières, même dans l'hypothèse d'un paiement au jour de la livraison de la marchandise. En cas d'escompte accordé, seule la taxe correspondant au prix effectivement payé ouvre droit à déduction.

3. Le non-paiement d'une somme par le client à notre société à l'échéance prévue figurant sur la facture entraîne de plein droit, sans formalité ni mise en demeure :

a) L'exigibilité immédiate de la totalité des sommes restant dues

b) Le paiement à notre société de pénalités de retard qui seront appliquées au montant hors taxes de la facture et qui sont dues le jour suivant la date de paiement qui figure sur la facture ; le taux d'intérêt de ces pénalités de retard est de 25% annuels avec un minimum de 150 euros

c) Le paiement à notre société d'intérêts de retard qui seront appliqués au montant hors taxes de la facture et qui sont dus le jour suivant la date de paiement qui figure sur la facture et qui résulteront de l'application de trois fois le taux d'intérêt légal

d) Le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Article 10 – DROIT DE GAGE CONVENTIONNEL

Quelle que soit la qualité en laquelle l'OTL intervient, le donneur d'ordre lui reconnaît expressément un droit de gage conventionnel emportant droit de rétention et de préférence général et permanent sur toutes les marchandises, valeurs et documents en possession de l'opérateur de transport, et ce en garantie de la totalité des créances (factures, intérêts, frais engagés, etc...) que l'OTL détient contre lui, même antérieures ou étrangères aux opérations effectuées au regard des marchandises, valeurs et documents qui se trouvent effectivement entre ses mains. Le commissionnaire en douane bénéficie du même droit de gage conventionnel que l'OTL.

Article 11 – PRESCRIPTION

Toutes les actions auxquelles le contrat conclu entre les parties peut donner lieu sont prescrites dans le délai d'un an à compter de l'exécution dudit contrat.

Article 12 – ANNULATION – INVALIDITE

Au cas où l'une quelconque des dispositions des présentes Conditions Générales de Vente serait déclarée nulle ou réputée non écrite, toutes les autres dispositions resteraient applicables.

Article 13 – CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

En cas de litige ou de contestation, seuls les Tribunaux du siège social de l'Opérateur de transport et /ou de logistique sont compétents, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appels en garantie.